

# ANTICAPITALISTES !

Mensuel du **Nouveau Parti Anticapitaliste de Gironde**

**Contre les guerres faites aux peuples,  
Contre les frontières,**

**Solidarité  
internationale !**



Les grilles de l'Europe forteresse à Calais

**Réforme des collèges : casse de l'Education**

**Collectivités : Baisse des dotations et des budgets**



# Lisez la presse anticapitaliste

**Abonnez-vous**

**L'HEBDO**



**LE MENSUEL**



à

## L'Anticapitaliste

Notre presse a changé de nom : **Tout est à nous !** à laissé place à **L'Anticapitaliste**.

Mais les contraintes restent... C'est pourquoi le nombre d'abonné-e-s est décisif pour des journaux militants comme les nôtres qui vivent sans pub, sans subvention.

Les abonnements à l'hebdomadaire proposés (par prélèvement ou par chèque) permettent, si vous le souhaitez, de le coupler avec un abonnement à la revue mensuelle.

Les tarifs à l'hebdo seul ou à l'hebdo couplé avec la revue ont comme base les prix au numéro : 1, 2 euro pour l'hebdo et 4 euros pour la revue.

Mais il existe des formules de tarif réduit par prélèvement ou par chèque qui mettent l'hebdo à moins d'1 euro et la revue à 3 euros...

**Abonnez-vous, abonnez vos amis !**

Pour s'abonner avec paiement par chèque, reproduire et compléter le formulaire ci-dessous, ou télécharger un formulaire sur le site [www.npa2009.org](http://www.npa2009.org). Il est possible de s'abonner avec prélèvement automatique - voir sur le site.

### Paiement par chèque à l'ordre de N.S.P.A.C.

Entourer la formule choisie dans le tableau ci-contre, compléter le formulaire ci-après et envoyez les avec votre chèque à :

N.S.P.A.C. - 2, rue Richard Lenoir - 93100 MONTREUIL

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Apt, Esc, Bat : \_\_\_\_\_

N° : \_\_\_\_\_ Rue : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_

TARIFS DES ABONNEMENTS	France et DOM-TOM	
	6 mois	1 an
L'hebdo L'Anticapitaliste	28 €	56 €
L'hebdo et la revue mensuelle	50 €	100 €
Tarif jeunes, chômeurs, précaires à l'hebdo	20 €	40 €
Tarif jeunes, chômeurs, précaires à l'hebdo et la revue mensuelle	38 €	76 €
Abonnement à la revue mensuelle	22 €	44 €

## SOMMAIRE

**Edito** p.3

**Nos vies, pas leurs profits** p.4-7

- Leader Price, solidarité avec la grève
- Metal Temple (47), presque une fermeture...
- Convergence réussie à Sanofi
- Chez Dassault...
- Surendettement : témoignage
- Ford : bataille sous toutes ses formes
- Surexploitation au Grand Stade

**Education** p.8-9

- Pas de casting pour enseigner !
- Nouvelles attaques contre le collège
- 20 mai : journée de colère des précaires

**Santé** p.10

- Regroupement Bagatelle et Rober Picqué
- Hôpitaux : un think tank décomplexé

**Dans la rue...** p.11

- Féminisme : droit à la rue !
- 5 mai, contre la venue de Zemmour

**Politique locale** p.12-13

- Collectivités, baisses des dotations
- Budget contraint à Cenon
- Juppé et le Rwanda
- Forces spéciales, toujours plus de moyens

**A lire, à voir** p.14-16

- *Femmes dissidentes au Moyen Orient*, Christine Passevante
- *L'histoire occultée des Palestiniens*, Sandrine Mansour-Merien
- Réunion débat NPA autour d'un film sur les massacres du 8 mai 45 en Algérie.
- *Le Choix*, BD de Désirée et Alain Frappier

**Abonnez-vous**

### ANTICAPITALISTES !

CPPA : 1014 P 11511

Directeur de publication : François Minvielle

NPA33 - 99 rue Camille Sauvageau - 33800 BORDEAUX

Imprimerie : Copy Média

23 rue Francisco Ferrer - 33700 Mérignac

à **ANTICAPITALISTES !** le mensuel du NPA 33

Tarifs d'abonnement : 15 € (10 n° auprès des comités)  
20 € (10 n° + frais d'envoi postal)  
30 € (10 n°, tarif «soutien» avec envoi postal)

Par chèque à l'ordre de Monica Casanova, en précisant :

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_ E-mail : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_

# Contre les guerres faites aux peuples, contre les frontières, Solidarité internationale !

Lors du naufrage de leur embarcation en Méditerranée a mis crument en lumière la terrible situation de tous ceux qui tentent de traverser les frontières pour fuir la misère, l'oppression et les guerres.

De tels drames insoutenables se répètent dans un silence assourdissant dans toutes les mers du monde et plus particulièrement aux portes de l'Europe, en Méditerranée où les morts sont de plus en plus nombreuses.

« *Le capitalisme porte en lui les guerres comme les nuées portent l'orage* » disait Jaurès. Cette guerre permanente, économique et militaire, transforme l'Afrique, le Moyen Orient et nombre de régions du monde en champs de ruines, plonge les peuples dans la misère, les dressant les uns contre les autres pour le compte de l'impérialisme. Elle pousse des millions d'hommes, de femmes, d'enfants à mettre leur vie entre les mains du premier passeur venu pour tenter de survivre ailleurs.

Face à l'émotion et à la révolte suscitées par ces drames, les

chefs d'Etat européens, Hollande en tête, ont rivalisé de cynisme et d'hypocrisie. Réunis en sommet extraordinaire, ils se sont fendus de déclarations outrées contre les « *trafiquants* », posant pour la photo lors d'une minute de silence... avant de passer aux choses sérieuses : la protection de l'Europe fortresse, le renforcement de la surveillance en mer et l'augmentation des moyens de Frontex pour « *dissuader les trafiquants* », c'est-à-dire empêcher l'entrée des migrants sur le territoire européen. Car leur préoccupation commune est bien là : continuer à organiser le pillage du monde en se protégeant de la misère et du chaos qu'ils créent.

Au gouvernement, les mêmes qui versent des larmes de crocodiles se réjouissaient quelques jours plus tôt, la main sur la cocarde et le portefeuille, de la vente de Rafales destinés à semer la mort.

Les mêmes organisent la mise sous surveillance rapprochée de l'ensemble de la population avec la « *loi sur le renseignement* ». Au nom de la défense de la « *démocratie* », de la « *prévention du terrorisme* », le gouvernement tente de raviver « *l'union nationale* ». Au lendemain de ce qui a été présenté comme une tentative d'attentat déjouée qui aurait pu viser une église à Villejuif, Valls est monté d'un cran : « *la menace n'a jamais été aussi importante, nous n'avons jamais eu affaire à ce type de terrorisme dans notre histoire* » ajoutant que « *vouloir s'en prendre à une église, c'est s'en prendre à un symbole de la France, c'est l'essence même de la France qu'on a voulu viser* »... En se plaçant sur le terrain de la « *France chrétienne* » cher aux Le Pen et à tout ce que compte la droite extrême et l'extrême-droite, Valls se lance dans une fuite en avant instrumentalisant les peurs et les fantasmes pour mieux faire taire. D'ailleurs, Estrosi n'a pas tardé à surenchérir, évoquant des « *cinquièmes colonnes* » contre « *la civilisation judéo chrétienne* » (sic). Les droits démocratiques sont chaque jour un peu plus remis en cause, comme en témoigne -entre autres- la condamnation à de la prison de notre camarade toulousain Gaétan pour avoir manifesté contre les violences policières.

Face aux gouvernements, à tous ceux qui tentent de faire taire pour mieux imposer la loi du profit, la journée internationale des travailleurs est cette année plus que jamais l'occasion de réaffirmer que les travailleurs n'ont pas de patrie ! Vive la solidarité internationale des opprimés !



Pour nous contacter :  
[anticapitalistes@npa33.org](mailto:anticapitalistes@npa33.org)

[www.npa33.org](http://www.npa33.org)

# Nos vies, pas leurs profits

## Leader Price - Pessac

### Solidarité avec la grève !

Depuis fin mars, les salariés du Leader Price Cap-de-Bos à Pessac sont en grève pour faire respecter leurs droits les plus élémentaires. Anciens salariés de Mutant, ceux-ci ont été repris il y a un an par une enseigne Leader Price et depuis, la situation s'est détériorée : heures supplémentaires non payées, manque d'effectifs obligeant les salariés à tenir tous les postes, absence de contrats pour les CDD, conditions de travail et même d'hygiène dégradées dans le magasin, licenciement de l'ancien responsable du magasin, etc.

Face à cette situation, les salariés ont demandé des comptes, mais sans trouver d'interlocuteur du côté direction. Leader Price est un montage étonnant de SARL de 2 à 5 magasins, avec des gérants qui sont en fait des hommes de paille. Du coup, il n'y a pas de représentants du personnel et moins de droits pour les salariés... Et derrière ces montages fumeux, on trouve le groupe Casino qui apporte les fonds !

Malgré tous les obstacles, les salariés ont décidé de se battre pour imposer la réintégration des CDD qui n'avaient aucun contrat de travail, le paiement de toutes les heures supplémentaires et de tous les salaires en retard, la mise en place et le respect des fiches de postes de travail, l'amélioration générale des conditions de travail. A partir du 6 avril, ils ont décidé de se mettre en grève illimitée avec le soutien

de l'UL CGT de Pessac.

La direction a tenté l'intimidation, en faisant venir le responsable d'un autre Leader Price et en essayant de prendre des intérimaires pour remplacer les grévistes. Ces derniers ont fait intervenir l'inspection du travail qui a pu constater un certain nombre d'infractions. Du coup, le magasin tourne au ralenti, avec des clients du quartier affirmant leur solidarité aux grévistes.

Pour exercer une pression plus forte, les salariés sont allés voir d'autres magasins Leader Price. De même, ils ont saisi toutes les occasions de faire parler de leur lutte, le 9 avril dans la manifestation interprofessionnelle, le 16 avril devant Sanofi.

Le 25 avril, les grévistes ont organisé avec l'UL CGT une manifestation dans Pessac jusqu'à leur magasin, regroupant une centaine de manifestants, parmi lesquels se sont retrouvés des militants de la CGT, du NPA, du PCF, deux militants Verts, rejoints par deux élus PS, ainsi que des habitants du quartier. Une collecte a rapporté plus de 500 euros. Les camarades ont déposé un cercueil devant Leader Price, pour dénoncer ces patrons voyous qui veulent en finir avec le code du travail. La manifestation a été une réussite grâce à la détermination des camarades. La solidarité doit continuer.

*Laurent Delage*



## Metal Temple (47)

### Presqu'une fermeture et un manque crucial de perspective

L'usine de Metal Temple, c'est une histoire de 150 ans qui pourrait toucher à sa fin. Cette fonderie a changé plusieurs fois de propriétaire, subissant au passage restructurations et plans de licenciements.

Malgré les nombreuses luttes ouvrières (notamment avec notre camarade Ignace Garay), on est passé de 4000 salariés dans les années 70 à environ 136 en ce début d'année... avant la liquidation prononcée en mars. 25 et peut-être jusqu'à 43 salariés seraient repris avec le nouveau patron. Les 93 autres sont licenciés.

C'est un énième exemple des dégâts du capitalisme. On nous parle de crise des marchés dans la métallurgie, d'une chute de la demande. Il s'agit en réalité d'un patronat qui dans tous les secteurs en veut toujours plus, réorganise la production mondialement au plus rentable et qui n'en a rien à faire des besoins sociaux à satisfaire.

Fumel (et sa région) est une zone déjà sinistrée, plusieurs fermetures d'usines ont eu lieu ces derniers temps dont très récemment celle de Tarket (Marti) à Cuzorn. Il y a bien eu des résistances y compris dans le secteur public (écoles, hôpital) mais qui n'ont pu empêcher les défaites. A Metal Temple aussi il y a eu une tentative de s'opposer aux nouveaux licenciements : une grève après avoir subi 12 mois de baratin et de manœuvres patronales.

Il s'agissait de sauver les emplois en cherchant un repreneur, de l'activité. Mais les pouvoirs publics n'ont rien fait ou plutôt ont fait semblant de s'inquiéter du sort des ouvriers et de la région. Hypocrisie de leur part et complaisance à l'égard des patrons affairistes. Et en plus, on a vu l'attentisme ou l'impuissance des confé-

## Convergence réussie à Sanofi

dérations syndicales. Aucune action n'a été organisée. Les salariés sont restés seuls, occupant l'usine et l'avenue principale devant pendant un mois, avec la CGT locale bien sûr et avec le soutien actif des militants NPA du département. Le sentiment de résignation étant trop fort pour que la population se mobilise.

C'est dans ce contexte que le député-maire Costes, UMP, s'en est pris aux ouvriers qui osaient contester : « Vous avez un certain nombre d'individus, la CGT, le NPA, je pèse mes mots, des alcooliques et des voleurs, qui ont fait de l'usine une zone de non-droit (...). Je demande au Premier Ministre de faire intervenir l'armée » (sur France 3 Aquitaine). Ces propos méprisants et insultants sont révélateurs de la haine de classe chez ces politiciens. Le fait de se « lâcher » ainsi montre surtout la période de recul dans laquelle on est.

Malgré toutes ces difficultés, il y a toutes les raisons de ne rien lâcher : l'heure est bien à la reconstruction des liens de solidarité pour retrouver l'espoir.

Philippe Poutou

Dans la suite du 9 avril, la CGT de Sanofi a pris une initiative de convergence le 16 avril dernier. Toujours engagés dans leur bagarre contre la suppression d'une prime due à l'exposition à des produits dangereux (voir Anticapitalistes du mois d'avril), ceux-ci avaient décidé de faire un « jeudi de la solidarité » plus important.

Ils ont donc contacté directement des équipes syndicales, des UL qui ont fait le relais, etc. Au final, il y avait plus de 150 personnes au rassemblement devant l'usine. Des délégations de Sanofi Sisteron, qui sortent d'une lutte victorieuse sur les salaires, de Sanofi Montpellier toujours en lutte contre le démantèlement de la recherche, de Leader Price Capde-Bos en grève illimitée depuis début avril et dont l'intervention a été particulièrement appréciée, de la Monnaie en grève pour les NAO ce jour-là, de Ford, de FO Transport, de Solidaires, des UL CGT de la Presqu'île, de Bordeaux Nord et de Pessac, etc.

Les camarades de la CGT avait aussi invité la confédération à ce rassemblement, mais son représentant n'avait rien de concret à proposer comme suite au 9 avril. Et c'est bien un des problèmes de la situation, où les luttes se multiplient sur les salaires, contre les suppressions d'emplois et la dégradation des condi-

tions de travail, entreprise par entreprise, sans plan de mobilisation et d'affrontement contre le patronat et le gouvernement.

Les interventions des différentes équipes syndicales ont par contre toutes insisté sur la nécessité de cette convergence des luttes, qu'il nous faut construire à la base, entre équipes syndicales qui pensent qu'il faut une lutte d'ensemble pour changer les choses.

L.D.



Intervention d'un salarié de Leader Price le 16 avril, devant Sanofi

## Chez Dassault...

### Le meilleur employé du mois !

La presse manque de superlatifs pour se féliciter du dynamisme de l'industrie militaire française et de ses nouveaux succès à l'export concernant le Rafale.

Le nombre d'emplois induits par ces ventes oscille selon les sources entre 500 et 10000, à ce rythme là, c'est l'ANPE qui va bientôt licencier !

Gauche et droite se battent pour savoir qui de Hollande ou Sarkozy est le plus génial négociateur. Une guerre terrible pour se tirer la couverture mais heureusement, le ridicule ne tue pas.

### Rapport de force à tous les niveaux

Les tensions entre l'Egypte et tous ses voisins, entre l'Inde et le Pakistan déboucheront-elles sur des affrontements véritablement armés ceux-là ?

Nul ne peut le dire.

Mais nous affirmons ici qu'il y a un lien entre les raisons qui poussent les Etats à s'armer pour pe-

ser dans le partage des richesses du monde et celles qui poussent la bourgeoisie d'ici et d'ailleurs à maintenir au plus bas possible le salaire de ceux qui produisent. C'est la logique d'un système où l'appât du gain et la concurrence sont les seuls maîtres à bord.

### Deux contrats export mais que dalle pour les NAO !

On le voit aujourd'hui avec ces NAO où la direction prétend entériner la baisse de nos salaires, cela dans le contexte d'une baisse de 30 % de la participation et avec en parallèle le projet OTT pour s'attaquer aux temps de travail.

On a mille fois raison de réclamer un partage plus équitable car ce n'est pas l'avenir de la boîte qu'ils défendent au moyen d'un baratin économique toujours renouvelé, c'est juste leur droit à un magot toujours plus gros !

Extraits de la feuille de boîte L'Aile rouge diffusée sur les usines Dassault à Mérignac et Martignas

# Nos vies, pas leurs profits

## Témoignage

### Surendettement, un piège sans fond au profit des banques

En 2000, précaire, payée au smic, avec deux enfants à charge et 170 euros de pension alimentaire pour faire face, j'ai été acculée à contracter un crédit à la consommation autour de 20 % d'intérêt ! J'ai été plus tard reconnue en invalidité avec 741 euros et l'APL de 372 euros comme seule aide.

Durant cette période, chaque mois un solde négatif, il fallait payer ou manger et le choix a été de continuer de payer le loyer, les charges de la vie, les crédits et chercher de l'aide auprès des Restos du cœur, Secours populaire pour alimenter ma fille qui me reste à charge et moi-même.

Je me suis retrouvée isolée avec mes problèmes, prisonnière de ma culpabilité de m'être mise dans la galère, refusant d'en discuter autour de moi pour éviter qu'on ne me prenne en pitié. La banque refusait de racheter le crédit prétextant que je n'aurais pas les moyens de leur rembourser, en revanche elle ne se gênait pas pour me prendre des agios quand je dépassais les 300 euros de découvert.

J'ai alerté le groupe de crédit à la consommation que je ne pouvais plus payer. Ils m'ont proposé de me réduire le taux d'intérêt de 20,35 % à 6,09 % (comme quoi c'était possible) sur un an (pas plus) mais sans réduire la mensualité qui s'élevait à 200 euros ! Ils m'ont proposé de contacter l'association

Crésus (provocation !) ... qui aide à gérer le budget. Encore faut-il en avoir un !

Les Restos du cœur m'ont dirigée vers la Banque de France pour remplir un dossier de surendettement. J'ai dû justifier que je n'avais aucune dépense inconsidérée (pas de sorties, pas de loisirs, aucune dépense hors première nécessité). En trois semaines, j'ai eu la réponse : la Banque de France acceptait mon rétablissement personnel, autrement dit la mise à zéro de mes dettes, ma situation personnelle n'évoluant pas sur les deux ans à venir.

Morale de cette histoire : aucun misérabilisme de ma part mais de la révolte et de la colère.

Les organismes de crédit profitent de situations précaires comme la mienne pour créer la dette et se goinfrer à coups de taux d'intérêts exorbitants, et les banques à coups d'agios en creusant un peu plus la difficulté.

Ironie de l'histoire : l'organisme m'écrit que je peux à tout moment revenir sur ma décision, autrement dit passer outre la décision de la Banque de France pour leur régler la dette. Une dette qu'au final je leur ai largement payée par mes mensualités antérieures. Rien ne les arrête !

*Une camarade*

## Grand Stade de Bordeaux :

Des grands panneaux s'affichent fièrement (et bêtement) devant le chantier du nouveau Grand Stade de Bordeaux « La plus grande scène de l'Atlantique » ! C'est surtout une scène de l'aberration et de l'exploitation quotidienne du capitalisme.

D'abord une construction socialement inutile, qui gaspille de l'argent public au profit de groupes comme Vinci (au travers d'un PPP, partenariat public privé), argent qui aurait été si utile dans la santé, le logement ou l'éducation. Ensuite, un chantier où les droits des salariés ne sont pas respectés. C'est le cas incroyable pour ces 14 salariés espagnols recrutés par des réseaux de sous-traitants, véritable « traite » du salariat surexploité. Ils travaillent depuis début janvier et à mi-avril, ils n'avaient toujours pas été payés. 3,5 mois sans salaire et sans contrat ! Wit&Ki, le sous-traitant de Fayat, serait en liquidation et personne pour payer ?

Ces ouvriers viennent travailler en France parce que dans leur pays le chômage fait des ravages. Leurs familles comptent évidemment sur les salaires pour vivre. Du coup, la situation devient dramatique avec des coupures d'électricité, de gaz, des menaces d'expulsions... Heureusement, des militants CGT ont appris l'affaire. Un rassemblement de protestation a été organisé (50aine), des médias ont relayé cette situation révoltante. Le syndicat a saisi le tribunal des Prud'hommes en référé pour le paiement urgent des salaires. Les ouvriers ont été très touchés par la solidarité qui s'est exprimée.

Par contre, du côté des élus locaux, quel cynisme quand ce n'est pas le silence ! Juppé, qui a dû répondre de cette situation,

# Nos vies, pas leurs profits

## Usine Ford Blanquefort

### Une bataille sous toutes ses formes

L'événement, cette fin avril, c'est le Comité d'Entreprise qui décide d'attaquer Ford en justice : contre le reniement de son engagement sur le maintien des 1000 emplois. Deux syndicats (la Cgt en tête) n'acceptent pas les mensonges de la multinationale qui, depuis son retour en 2011, avait promis de maintenir un minimum de 1000 emplois.

La mobilisation des salariés avait même poussé la multinationale à signer un accord en mai 2013 avec les pouvoirs publics (Préfet, Région, CUB sous le contrôle du gouvernement) pour garantir le retour du logo Ford, le maintien de 1000 emplois en échange... de quelques millions d'euros d'argent public.

Le fait est que 46 millions sont bien arrivés dans les poches de Ford, par contre l'effectif est aujourd'hui à 980 salariés et qu'il descend inexorablement. Ford avait officiellement abandonné les 1000 emplois en juillet 2014 sans que les pouvoirs publics réagissent ! Encore une fois, l'argent est distribué au patronat sans contrôle, sans condition réelle, sans contrainte.

Pour nous, c'est inacceptable. Alors il s'agit de trouver les moyens pour contraindre Ford à respecter son engagement largement médiatisé pendant ces trois dernières années. Le tribunal est un outil pour dénoncer et mettre la pression sur Ford et aussi sur les pouvoirs publics.

Nous dénonçons le chantage patronal comme quoi les temps

sont durs. C'est faux. Il n'y a pas de crise pour les capitalistes comme Ford. Plus de 40 milliards de dollars de bénéfices ces 5 dernières années, les dividendes des actionnaires ont augmenté de 20 % en 2014. Les revenus des dirigeants sont énormes. Et puis le marché automobile mondial augmente encore un peu.

Ford profite de la situation sociale très dure pour imposer chantage à l'emploi, intimidations, menaces et nous faire accepter cette soi-disant fatalité.

En réalité, il y a tout pour assurer l'avenir de l'usine, une activité réelle pour maintenir tous les emplois. Il manque juste une volonté des dirigeants, un choix à faire : celui d'investir à la hauteur des besoins et d'apporter des nouvelles productions. C'est-à-dire à l'opposé de la politique actuelle avec l'obsession de la réduction des coûts qui désorganise la production, dégradant du même coup les conditions de travail. La direction perd même le contrôle de la situation tant sa logique est destructrice à tous les niveaux.

La question du seuil à 1000 emplois est cruciale, elle détermine l'avenir du site. Même si les collègues sont résignés par des années de menaces, la bataille pour les emplois est bien toujours d'actualité.

*Philippe*

## surexploitation et quasi-esclavage

a déclaré qu'il n'y était pour rien, que c'est regrettable mais qu'il s'agit d'une affaire « privée ». Au total, le Stade devrait être financé à moitié par l'argent public (277 millions d'euros de la Métropole, Région, Etat !). C'est clair, c'est une très bonne affaire pour le privé.

Pendant ce temps, combien de scandales sur les chantiers comme le Tramway, la LGV, le Grand Stade avec des salariés surexploités dont les droits ne sont pas respectés ?

*P.P.*



**REP+ Lormont**

## Pas de casting pour enseigner ! Tous les enseignants ont le profil !

Depuis le mercredi 8 avril, les enseignants des écoles de Lormont se mobilisent contre les conséquences de la réforme de l'éducation prioritaire. Sur les secteurs qui constituent la vitrine de cette réforme, re-baptisés REP+ (anciens ECLAIR, « Ecole, Collège, Lycée Ambition Innovation Réussite »), de nouvelles règles s'imposent aux personnels. Les postes sont maintenant profilés, c'est-à-dire qu'on ne peut les obtenir qu'en passant un entretien auprès des inspecteurs-trices de secteur. C'est tout le système d'obtention des postes à l'ancienneté, jusque-là le plus juste, qui est remis en question, remplacés par le « profilage », selon des critères d'une très grande opacité, c'est-à-dire à la tête du client et... au bon vouloir des inspecteurs-trices ! Le nouveau système veut des enseignants dociles, appliquant sans critiques les réformes en cours qui instaurent les nouvelles règles de management à l'école : mérite, individualisation des parcours, mise en concurrence des élèves et des enseignants, tri social...

Les conséquences sont d'une extrême violence comme en témoigne la situation à Lormont. Trois postes ferment à la rentrée 2015. La réforme impose aux collègues qui les occupent, pour certaines travaillant depuis des dizaines d'années sur le secteur et souhaitant y rester, de passer une commission d'entretien, qui leur dira si elles ont le profil ! Ubuesque ! La place est ainsi libre pour des personnels à l'échine plus souple ou mis en situation d'être redevables donc moins contestataires ! Une première AG a rassemblé 30 personnes, qui ont manifesté le 9 avril derrière une banderole dénonçant le profilage. Puis, lundi 13 avril, à l'occasion d'une instance paritaire où se discutaient les nouvelles règles du mouvement, un rassemblement devant l'Inspection académique a réuni une quarantaine de collègues qui ont organisé un « défilé de miss », non candidat-es au profilage, disant « *Nous avons tous-tes le profil !* ». Jeudi 16, rebelote à l'entrée du collège Lapierre où se tenait le comité de pilotage pour la mise en place du REP+, en présence de l'inspectrice de secteur et du principal du collège,



grands ordonnateurs de la contre-réforme. Après le défilé musical, bien rythmé et très dynamique... les « miss » ont envahi la réunion au grand dam des responsables du REP+, fort mécontents de cette intrusion, et qui ont montré une certaine agressivité envers les manifestants. Pas de quoi refroidir l'ambiance ! Au contraire, des suites seront envisagées dès le retour des vacances. La mobilisation continue !

*Correspondants*

### Des infos anticapitalistes sur l'éducation... sur les sites du NPA

Sur le site national du NPA, une page dédiée à l'éduc : <http://www.npa2009.org/commission-education>

Sur le site du NPA 33, une autre page <http://www.npa33.org/index.php/education>  
et la possibilité de s'abonner à la lettre électronique éducation du NPA 33, **Classes en lutte**

## Nouvelles attaques contre le collège : le ras-le-bol s'exprime dans la rue

On a remarqué que les profs de collège étaient particulièrement mobilisés dans la grève du 9 avril. Dans mon collège Albert Camus à Eysines, où le taux de grévistes est en général assez faible, près de la moitié des enseignants étaient en grève et, fait rarissime, plusieurs d'entre eux sont même allés à la manif. Bien sûr que la dégradation des conditions de travail, le gel des salaires, le ras-le-bol général pèsent lourdement et ont contribué à mobiliser les collègues. Mais les dernières annonces sur les statuts et surtout le projet de réforme du collège ont été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. Bourré de références pédagogiques supposées innovantes, ce dernier s'inscrit dans la droite ligne de l'école néolibérale et sa déréglementation, laissant aux chefs d'établissement 20 % d'autonomie dans l'organisation du temps d'enseignement. Derrière l'enfumage pédagogique, se révèlent des considérations en phase avec les restrictions budgétaires : la mise en place d'enseignements pratiques interdisciplinaires (EPI) se fait en baissant le nombre d'heures d'enseignement pour les élèves, tout en continuant de parquer 30 élèves par classe dans

chaque niveau, et bien sûr sans prévoir le moindre temps de concertation rémunéré entre les équipes.

Cette réforme ne peut qu'aggraver encore les inégalités, accentuer la concurrence entre établissements en renforçant encore l'autonomie de leur direction et, dans les établissements, entre les disciplines et les collègues par la multiplication des hiérarchies intermédiaires (par exemple les super-profs coordonnateurs pleins de super-projets nommés aux conseils pédagogiques par les chefs d'établissement).

Ces annonces inacceptables ont provoqué un rejet massif dans les salles des profs et la rupture des négociations avec le SNES-FSU, la CGT et FO. Un premier pas qui s'est poursuivi par un appel intersyndical à la grève le 19 mai. Il faut continuer d'informer les collègues en organisant dans nos établissements des heures syndicales, mobiliser pour la lutte, encourager la construction d'une riposte dans les prochaines semaines pour imposer une autre politique éducative.

*Patrick Chaudon*

## 20 mai 2015 : journée de la colère des précaires de l'Education Nationale

Le collectif AVS-EVS-AESH de la CGT Educ'Action 33 soutenu par une intersyndicale éducation (en cours de construction) organise sa première mobilisation devant les grilles du Rectorat girondin le 20 mai prochain à partir de 14 heures.

Depuis plus de trois mois, en dépit de notre extrême précarité, nous (le personnel administratif travaillant en maternelle ou primaire et le personnel accompagnant les élèves porteurs de Handicap en classe ordinaire) avons essayé de sortir de notre isolement et de briser le silence autour de notre souffrance au travail. Une centaine d'AVS-EVS-AESH a ainsi trouvé crucial de se rencontrer, d'échanger et de construire une réponse collective.

Il nous est paru clair que voici venu le temps de ne plus subir. L'heure de la bataille pour notre dignité a donc sonné. L'enjeu de ce rassemblement est donc capital.

Tout d'abord, cette première action aura pour but d'obtenir de toute urgence une prolongation de contrats pour 50 AVS ou EVS menacés de Pôle sans Emploi au 3 juillet prochain.

Ensuite, nous manifesterons pour obtenir un vrai métier, un vrai contrat, un vrai salaire et une vraie formation pour tous les AVS-EVS-AESH. En attendant une titularisation dans l'Education nationale, nous voulons au moins des CDI de

35 heures. Nous ne voulons plus des emplois Kleenex payés 600 € soit plus de 300 € en dessous du seuil de pauvreté.

Enfin, ce que nous voulons obtenir ici, nous le voulons pour tous les AVS-EVS-AESH de l'Hexagone. Sûrs que notre solidarité sera notre force, les camarades du collectif AVS 31 en colère, à la pointe de cette lutte, se sont joints à notre appel du 20 mai. Une coordination nationale des AVS-EVS-AESH est ainsi en train de se construire, plus d'une dizaine de collectifs s'engagent dès à présent. Une date nationale d'action est d'ores et déjà prévue pour le 17 juin.

**AVS-EVS-AESH, toutes et tous uni-e-s jusqu'à la victoire !**



*Bixente*

## Regroupement de Bagatelle et Robert-Picqué : *des conséquences pour les salariés et les usagers*

Le projet prévoit de regrouper une partie des activités de l'Hôpital Robert-Picqué, un établissement militaire public, et de Bagatelle, un établissement privé à but non lucratif, sur le site de Bagatelle.

Le ministère des armées a décidé de fermer le site de Robert-Picqué pour concentrer ses moyens et faire des économies. 900 emplois sont concernés, dont la moitié sont des civils. Déjà, 30 emplois sont supprimés en 2015, et plus de 150 le seront d'ici 2018.

Depuis des années, Bagatelle est aussi sous le coup d'un plan d'économies qui s'est traduit par la dégradation des conditions de travail : remise en cause de l'accord des 35 h, non remplacement de personnel, changements d'horaires, etc.

Lors d'une entrevue à l'ARS (Agence Régionale de Santé) à la demande de la CGT, M Fort, représentant de l'ARS, a promis le maintien de l'activité, avec notamment le développement de la chirurgie ambulatoire et de l'hospitalisation à domicile. Quant à l'emploi des civils de Robert-Picqué, il s'en remet à la direction de Bagatelle.

Or, ce projet s'inscrit tout à fait dans la loi Bachelot 2008, puis dans la loi santé de Touraine, qui prévoient le regroupement d'établissements, qu'ils soient publics ou privés, pour soi-disant optimiser les moyens.

Les usagers et les salariés ont tout lieu de s'inquiéter.

En effet, 76 % des patients de Robert-Picqué proviennent de Gironde, essentiellement de Bègles, Villenave d'Ornon et Talence et 80 % sont des civils. La concentration des activités sur un seul site signifiera forcément des délais d'attente plus importants pour les usagers.

Quant au devenir des salariés civils de Robert-Picqué, la direction de Bagatelle ne garantit pas leur transfert.

Les militants de Bagatelle et de Robert-Picqué ont décidé de suivre cela de près et de rester vigilants pour la défense de l'emploi et d'une santé au service de la population.

*Correspondantes*

## Hôpitaux :

### les « idées » lumineuses d'un think tank décomplexé

L'offensive contre les hôpitaux s'accélère. Dernières en date, les « recommandations 2015 » du think tank (« laboratoire à idées ») *Economie Santé* regroupant patrons, chefs de services de CHU et autres « experts du soin et de son financement »... Prétendant avoir « de façon ni dogmatique ni corporatiste, une vision neuve de ces questions », ils appellent à « libérer l'hôpital » et à le « gérer comme une entreprise ».

Leur objectif premier est de faire baisser la part de l'hôpital public dans les dépenses de santé (38 % en France alors que, comparent-ils, elle serait de 29 % en Allemagne). Et à défaut de « vision neuve », le ton est offensif. Ils pressent le gouvernement d'accélérer les fermetures des hôpitaux de proximité. Pour limiter les résistances, ils suggèrent de priver les maires de tout pouvoir sur l'hôpital (aujourd'hui la plupart des conseils de surveillance des hôpitaux sont présidés par des maires qui ont plutôt tendance à défendre « leur » hôpital). Ou sinon ils proposent de leur en faire assumer le « déficit »...

Dans le même sens, ils suggèrent de « responsabiliser » les directions des hôpitaux et de donner une vraie « autonomie de gestion » aux médecins hospitaliers, avec objectifs et, bien sûr, intéressement en conséquence...

Rien de bien original dans le rapport qui ne fait que concen-



trer et prolonger les « recettes » libérales avancées par les différents gouvernements depuis une vingtaine d'années... Mais c'est fait de façon assumée et décomplexée.

Et c'est de la même façon que les salariés de la santé, leurs organisations, les usagers, doivent exiger les moyens nécessaires pour soigner et être soigné, une santé publique accessible et gratuite pour toutes et tous. La santé n'est pas une marchandise ! Pas plus qu'aucun service public n'a à être rentable : des évidences qu'il est plus que jamais nécessaire de marteler, sans complexe !

*Isabelle Ufferte*

## Féminisme : Droit à la rue !

Pour ne plus subir seul-e-s les oppressions sexistes et homophobes (entre autres), pour ne plus se sentir isolé-e, pour créer de véritables espaces de parole et de solidarité, la réponse à ces violences doit être collective !

C'est en suivant cette ligne que le CLEF (Collectif de Lutte des Etudiantes Féministes à Bordeaux, dont font partie des camarades du NPA), avait organisé l'an dernier une manifestation non-mixte (entre féministes, meufs, Lesbiennes, Trans, BiEs...) de nuit. Face au succès de l'année passée (plus de 200 personnes), elles ont réitéré, conviant le vendredi 10 avril toutes les femmes à marcher ensemble, en centre-ville, afin de se réapproprier la rue, la nuit et rendre publiques les discriminations dites « privées », toujours occultées. Le nombre était une fois encore encourageant : entre 150 et 200 personnes.

La mise en place d'une coordination nationale a permis de mener trois marches en même temps, à Toulouse, Lyon et Bordeaux, grâce à une intercollective féministe qui a démarré à Paris à la mi-mars. Et c'est donc 100 personnes qui se sont rassemblées au Capitole à Toulouse et 400, place de la Croix Rousse, à Lyon.

Même si à Toulouse la police bloquait le départ et à Lyon des grenades lacrymos ont été lancées, les trois marches ont pu finalement avoir lieu conjointement.

Lutter contre le sexisme et contre ces discriminations, sous toutes leurs formes d'oppressions (par exemple dans les propos et affiches, les situations de drague insistante, le harcèlement de rue, agressions, viols, mais aussi la précarité, etc.) est un combat de tous les instants, qui nécessite d'être mené collectivement.

Il doit être pris comme un mouvement d'ampleur, autonome des partis et des syndicats, regroupant le plus de filles possibles malgré les différences et les oppositions qui existent de fait entre les femmes. Il ne s'agit pas de nier mais de dépasser ces différences. Un féminisme de toutes les femmes, menées par les plus opprimées et c'est ce que cherche à faire le CLEF, en s'adressant à toutes les organisations et les collectifs, mais aussi aux personnes non-organisées, isolées. On continue...

Alice

Pour en savoir plus sur le CLEF et ses initiatives :

<https://www.facebook.com/etudiantes.feministes>

## Le 5 mai, tous ensemble contre les idées racistes, sexistes et homophobes de Zemmour

Un nouveau collectif antifasciste bordelais « Pavé brûlant » appelle à se mobiliser contre la tenue d'une conférence organisée par une association royaliste ayant pour invité principal Eric Zemmour. Notre parti se joint à cette initiative car le racisme, sous toutes ses formes, doit être combattu.

Alors que les médias ne cessent d'offrir à M. Zemmour une tribune permanente et que son livre est l'une des meilleures ventes actuelles, nous pensons qu'il ne faut pas laisser cet individu occuper tout le débat public ! Il est indispensable et urgent de défendre et développer d'autres valeurs dans ce contexte idéologique de plus en plus nauséabond.

**Avis donc à tous les camarades, rassemblons-nous le mardi 5 mai à partir de 19H30 à la place Jean Moulin. Contre tous les racismes et l'extrême droite, continuons le combat et organisons la résistance ici et ailleurs !!!**

Bixente



La principale aptitude de Zemmour est d'avoir fait la compilation méthodique des préjugés réactionnaires accumulés dans ce pays pendant des décennies : misogynie, racisme, mépris colonial, homophobie, chauvinisme, peur du « déclin », « de l'islamisation de la France », nostalgie de Pétain, etc. Il a su aussi jouer des réseaux pour construire son succès médiatique, en s'appuyant sur le poids grandissant de cette droite extrême qui se confond presque avec l'extrême-droite, en faisant le pont entre elles, pour s'affirmer comme un de leurs porte-paroles les plus médiatisés.

Les raisons des progrès de cette idéologie sont directement liées aux politiques d'austérité menées par les gouvernements de droite et de gauche depuis plus de trente ans. Le succès de l'idéologie décliniste trouve sa source dans le recul social bien réel qu'elle semble décrire, alors qu'elle préserve bien sûr les responsables de la crise, les multinationales et les lois du marché. De même que le succès du slogan « UMPS » du FN vient du fait que cela semble décrire que ces partis mènent des politiques au

service de la même classe capitaliste, ce que le FN et Zemmour se gardent bien de dire.

Paradoxalement, la bonne santé de cette idéologie nauséabonde se traduit... en crise au sommet du FN. L'audience des Zemmour, Houellebecq et cie a fini de convaincre Marine Le Pen et Florian Philippot qu'il leur est possible d'arriver au pouvoir. Pédale douce donc sur les soirées en compagnie des néo-nazis d'Europe, offuscation publique et menace de sanction contre les propos ouvertement antisémites de Jean-Marie Le Pen. La « dédiablement » qui devait passer par quelques concessions pour séduire une opinion réactionnaire un peu plus feutrée, avec une stratégie en direction des classes populaires, se traduit finalement en crise ouverte au FN.

En bon démagogue, Zemmour lui s'en moque. Il a de toutes façons une chanson pour flatter chaque rancœur et frustration, et autant pour plaire à toutes les composantes réactionnaires du pays. Raison de plus d'aller au contre-rassemblement du 5 mai.

F.M.

# Politique locale

## Collectivités de la région :

**Baisse des dotations = recul des services+hausse des impôts**

En dix ans, la situation des collectivités de la région s'est dégradée, la hausse des impôts locaux ne compensant pas le recul des dotations de l'État. C'est le constat de la Chambre régionale des comptes Aquitaine-Poitou-Charentes.

La baisse drastique des dotations d'Etat pousse de nombreuses équipes municipales à augmenter leurs impôts, sur le dos de la population, comme vient de le faire Juppé avec 5 % d'augmentation à Bordeaux. Les intercommunalités font aussi payer aux contribuables le manque à gagner. Sur ces dix dernières années, elles ont augmenté leur fiscalité de 20 %.

Les dépenses de fonctionnement sont mises en cause par de nombreux maires, c'est-à-dire principalement l'augmentation de la masse salariale que tous veulent « maîtriser », avec des solutions comme le non-remplacement des départs à la retraite, le recours à la précarité...

Recettes en baisse, dépenses de fonctionnement en hausse : ce sont les capacités d'autofinancement qui baissent, c'est-à-dire que les communes investissent moins. Et quand on sait que les collectivités réalisent près de 70 % de l'investissement public, on peut mesurer les conséquences sur l'emploi dans les secteurs concernés comme le bâtiment. Entre 2011 et 2013, les Conseils généraux du Lot-et-Garonne et de Charente-Maritime ont ainsi réduit leurs dépenses d'équipement de près de 25 %, constate la Chambre régionale des comptes.

Les départements doivent de leur côté faire face à l'explosion des allocations de solidarité. En Gironde et dans les Pyrénées-Atlantiques, les enveloppes d'aides à la personne

ont augmenté de 10 % entre 2011 et 2013, faisant progresser la dette des départements d'Aquitaine de 22 %.

Les restrictions budgétaires imposées par l'Etat ont des conséquences bien concrètes pour les populations : c'est moins de services publics de proximité, moins de soutien aux associations sportives et culturelles, moins de projets (festivals, événements divers ou qui créent du lien social). L'association des maires de France dénonce cette situation de désengagement de l'Etat qui se défait sur les collectivités, mais seule la mobilisation des populations et des salariés territoriaux pourra imposer les moyens nécessaires pour faire face aux besoins. Cela passera nécessairement par l'exigence de l'annulation de la dette et des largesses fiscales aux grandes entreprises et aux plus riches.

*Christine Héraud*



## Budget contraint à Cenon

**Ce n'est pas à la population de payer !**

Le conseil municipal de Cenon a voté son budget mardi 14 avril. Comme toutes les communes, il est touché par la baisse drastique des dotations d'Etat qui fait porter aux collectivités une part importante de sa politique de réduction des dépenses : 3,5 milliards cette année et autant en 2016 et 2017. Pour Cenon, cela représente une baisse de 12,14 % de la dotation forfaitaire (- 584 000 €) sur un budget de fonctionnement de 37,554 millions. La commune ne limite les dégâts que grâce à la dotation de solidarité urbaine (DSU) octroyée aux communes les plus pauvres, au détriment de nombre d'autres communes qui voient leurs budgets sévèrement amputés cette année.

Les communes sont saignées à blanc pour des intérêts qui ne sont pas ceux de la collectivité ni de la population, mais pour

servir au patronat et aux grandes entreprises les milliards du pacte de responsabilité, du CICE (crédit d'impôts pour la compétitivité et l'emploi) et de tous les cadeaux fiscaux faits aux plus riches... qui vident les caisses de l'Etat et sont, avec la dette, les seules raisons de son déficit.

Face à un budget extrêmement contraint, qui doit faire face aux diverses augmentations et aux besoins croissants de familles des quartiers populaires de plus en plus en difficulté, la majorité municipale (PS, PC, Verts) a fait le choix depuis 3 ans d'augmenter de 2 % les taux d'imposition, en plus de l'augmentation imposée par l'Etat. Elue du NPA, j'ai voté contre. C'est faire payer la note aux moins riches des contribuables, dont les revenus stagnent, voire régressent. Et quand les tarifs municipaux augmentent, c'est la double peine !

En bon gestionnaire de la misère, le maire s'est aussi félicité de la maîtrise des dépenses de fonctionnement, c'est-à-dire des économies faites sur les personnels, le recours à la précarité à la place d'emplois statutaires (23,33 % de non titulaires à Cenon). La précarité est bien présente sur la commune, directement, et indirectement dans le cadre du SSIEG (délégation de la gestion des centres de loisirs), qui lui permet de se dédouaner du recours aux emplois précaires et de se défausser sur le délégataire. Seul, le retour à une gestion publique pourrait créer des emplois publics statutaires...

J'ai aussi dénoncé un budget antidémocratique. La population n'y est pas associée, elle est écartée des choix qu'elle jugerait prioritaires, face à la baisse du pouvoir d'achat, au chômage, à la précarisation, aux difficultés du quotidien... Une vraie

démocratie lui donnerait la parole et le pouvoir de décision ! Sans cela, le budget ne peut répondre à l'urgence sociale pour les populations des quartiers appauvries par la crise, la précarisation croissante avec les plans de licenciement et le chômage, en particulier celui des jeunes et des femmes...

Le bilan de 2014 et le budget 2015 ont été présentés par le maire comme exemplaires, du point de vue de la gestion, des investissements, de l'état raisonnable de la dette... et approuvés par l'ensemble de sa majorité, des Verts au PC qui, malgré une dénonciation du contexte général de restrictions des dotations d'Etat, a donné son vote et... son satisfecit au maire ! J'ai voté contre.

Christine Héraud (élue NPA)

## Juppé voudrait faire oublier le Rwanda

Les camarades de Survie Gironde ont publié un communiqué pour rétablir les faits à propos du rôle de Juppé dans le génocide rwandais de 1994. Ce dernier nie depuis vingt ans toute responsabilité de l'Etat français. Il vient de réaffirmer cette position mi-avril, pour réagir à l'ouverture des archives de l'Elysée sur ces événements : « *J'ai déjà dit à plusieurs reprises que l'idée que la France ait pu participer, organiser ou avoir une responsabilité, quelle qu'elle soit, dans le génocide était une falsification historique* ». Il est un des rares aussi à continuer à prétendre que l'armée française a simplement mené une « *action humanitaire* ».

Son acharnement s'explique : plusieurs enquêtes prouvent une part de responsabilité de la diplomatie française, alors que Juppé était ministre des Affaires étrangères de 1993 à 1995 du gouvernement Mitterrand-Balladur.

Juppé reste sur une version qui dédouane l'Etat français, et par conséquent lui-même, de toute responsabilité : le génocide serait le produit d'une « *folie déclenchée* » suite à l'assassinat du président du Rwanda... alors que les conditions du génocide étaient réunies depuis 1990.

Quelques jours après le début du massacre, Mitterrand, Balladur et Juppé recevaient à Paris des membres du gouver-

nement rwandais... qui était en train d'exécuter le génocide dont ils étaient parfaitement informés. Les dirigeants français s'accrochèrent à la simple demande d'un « *cessez-le-feu* », qu'on ne peut expliquer que par la volonté de ne pas vouloir lâcher leurs protégés.

Aucune raison de lâcher Juppé avec ça.

F.M.

Pour lire intégralement le dossier de Survie : <http://surviegirondet.blogspot.fr/>

## Juppé needs money !

Pour battre Sarkozy à la primaire de l'UMP, Juppé a besoin de fric. Aux USA pour trouver des fonds pour le financement de la « *Cité des civilisations du vin* »... il en profite pour se financer lui-même, en organisant, le 1<sup>er</sup> mai, un repas où il donnera « *sa vision et son projet pour la France* »... « *une contribution significative est attendue* », en suggérant un don de... 7500 euros (la somme limite autorisée par la loi). Il est loin le bon temps du financement occulte des partis, il n'y avait pas de limites... Encore un souvenir à faire oublier.

## Forces spéciales : toujours plus de moyens

Mi-avril, se déroulait au camp de Souge à Martignas le 2<sup>ème</sup> salon dédié à l'équipement et à l'armement des « *forces spéciales* »... un salon « *unique en Europe* » s'est félicité Le Drian, pour le plus grand bonheur des principaux pourvoyeurs de machines à tuer de la région, Dassault, Safran, Thalès. L'ancien ministre de la défense Juppé, la députée PS Marie Récalde, membre de la commission de la défense de l'Assemblée nationale, et quelques autres, étaient présents aussi pour admirer les démonstrations de combat et de gadgets hi-tech et hors de prix.



Et tous de s'émouvoir sur les centaines de soldats du régiment de Martignas qui sont en ce moment en mission ou en guerre dans une dizaine de pays... justifiant l'objectif de Hollande de recruter 10 000 soldats de plus d'ici 2016, notamment dans ces « *forces spéciales* ». Allez-y, tous en chœur : vive l'impérialisme et la franco-africain !

F.M.

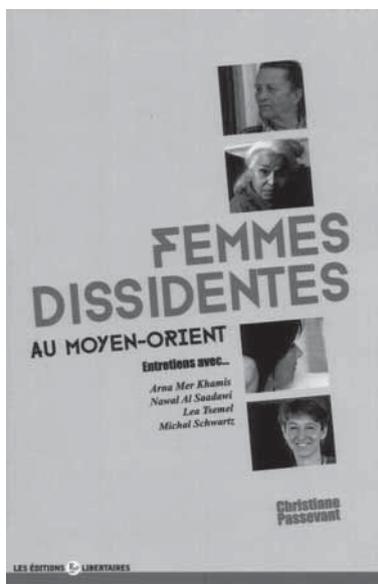
## Femmes dissidentes au Moyen-Orient

Christine Passevant - Les Editions Libertaires, 13 €

À travers des entretiens avec trois féministes israéliennes et une égyptienne, nous découvrons leurs luttes dans une région où l'oppression des femmes est particulièrement forte de par la progression des fondamentalistes suite au recul des mouvements de contestation de l'impérialisme.

Ce sont Arna Mer Khamis, activiste israélienne intervenant auprès d'enfants palestiniens dans la bande de Gaza, Michal Schwartz, journaliste trotskiste, Léa Tsé-mel, avocate de prisonniers palestiniens et la psychiatre et écrivaine égyptienne Nawal Al Saadawi, des intellectuelles engagées auprès des femmes les plus opprimées, les femmes pauvres et les Palestiniennes.

N Al Saadawi a créé une association féministe, toujours interdite depuis 1991 pour avoir organisé des conférences dans le monde arabe contre le colonialisme, l'impérialisme, l'injustice de classe, le patriarcat, le Code de la famille inspiré de la charia en Egypte (interdisant l'avortement mais pas la polygamie), contre le port du voile, comme elle l'a affirmé : « *Les femmes arabes revendiquent leurs droits et refusent d'être seulement des corps dissimulés par des interdits religieux ou dénudés par la société de consommation. Voiler les femmes ou les exhiber découle de la même aliénation. Pour le fondamentalisme comme pour la société de consumma-*



*tion, les femmes sont des objets sexuels ».*

Et elle poursuit : « *Le fondamentalisme est un phénomène grave ici, mais c'est aussi un phénomène mondial : le fondamentalisme chrétien, juif, musulman, hindou. Pourquoi cette renaissance des religions maintenant ? L'URSS a éclaté, mais le capitalisme a également échoué. Alors, comment le renflouer ? En utilisant dieu et la religion... Des Etats-Unis à l'Arabie saoudite, partout dans le monde les fondamentalistes sont là pour que les pauvres restent pauvres et les femmes à leur place ».*

« *Nous sommes socialistes, parce que contre les différences de classes, et féministes parce que nous sommes contre le patriarcat. Les femmes des milieux riches nous traitent de communistes puisque nous parlons de classes. Les religieux nous accusent d'être athées puisque nous critiquons la religion »*

Leur révolte leur a donné la force de surmonter les interdictions, voire la répression. Aujourd'hui, elles encouragent la nouvelle génération du Printemps arabe, à se lever contre les obscurantismes, les Etats et leurs lois oppressives, la corruption y compris au sein de l'Autorité palestinienne, contre les guerres impérialistes, pour l'émancipation des hommes et des femmes, en somme.

Il est urgent, il est libérateur de lire les témoignages des combats de ces femmes.

M. Casanova

**Judi 7 mai à 20h salle Condorcet,  
rue Condorcet à Lormont**

**Projection - débat du NPA**

**8 mai 1945 : quand l'impérialisme  
français massacrait en Algérie**

**Samedi 30 mai à 10h, local du NPA**

**Réunion - débat du NPA**

**Etat islamique, intégrismes, régimes despotiques au  
Moyen-Orient : les enfants monstrueux de  
l'impérialisme.**

**Quelles perspectives pour les peuples ?**

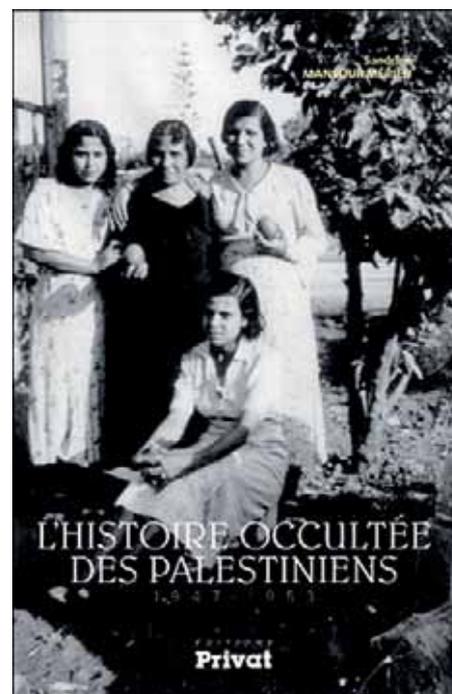
## L'histoire occultée des Palestiniens (1947-1953)

Sandrine Mansour-Merien - Editions Privat, 2013 - 17 €

Sandrine Mansour-Merien est une historienne franco-palestinienne qui replace le début de l'exode forcé des Palestiniens en mai 1948 dans une perspective historique alimentée par des écrits d'historiens palestiniens mais aussi israéliens. Depuis 1978, l'ouverture des archives de l'Etat hébreu a permis aux « nouveaux historiens israéliens » d'introduire une réflexion sur la création de l'Etat d'Israël et, pour certains d'entre eux, de dénoncer le « nettoyage » ethnique qui a été mis en œuvre. L'historienne a complété son analyse avec les archives du Ministère des affaires étrangères de Nantes. Elle retrace ainsi une autre mémoire palestinienne, une autre histoire de la Palestine. On y découvre au début du XX<sup>ème</sup> siècle une Palestine dynamique, plus développée économiquement et culturellement que les pays voisins contrairement à « l'un des mythes fondateurs de l'Etat d'Israël d'une Palestine économiquement délaissée ». Mais les Britanniques, à partir de 1917, vont organiser la dépossession systématique des Palestiniens et favoriser l'économie des premières colonies juives. Dès la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle, des leaders palestiniens ont eu conscience du danger du projet

sioniste. Ils se sont organisés dans des partis puis dans des syndicats. Des manifestations, des grèves, des révoltes de masse, en 1926, 1929, 1936, ont montré leur résistance. En même temps, des organisations sionistes armées ultra violentes créaient un état de mort et de destruction. En 1933, un leader palestinien écrivait : « dans quelques années à peine, nous verrons nous-mêmes que nous sommes devenus une minorité humble dans notre propre pays, ne possédant plus rien et attendant que les colonisateurs nous permettent de respirer ».

Après la guerre, le jeu des impérialismes finalisera le projet. Le 29 novembre 1947, le plan de partage de la Palestine est voté à l'ONU, instituant un partage totalement inégalitaire. La guerre qui s'en suivra provoquera le départ de 75 000 Palestiniens sur une population initiale de 1,4 millions d'habitants. En mai 1948, la prise de contrôle des territoires du futur état juif se fait par l'expulsion de 300 000 Palestiniens, c'est la Nakba (la catastrophe), les villes sont vidées, les paysans expulsés de leurs terres, les villageois tués. Un troisième exode entre 1948 et 1950 provoquera le départ de 150 000 à 200 000 personnes



Sandrine Mansour-Merien conclut avec les paroles d'un Palestinien, Edward Saïd : « Dire qu'il y avait un peuple palestinien, et que, comme d'autres, il avait son histoire, sa société et le plus important, un droit à l'autodétermination ». Terrible histoire qui a fait des Palestiniens un peuple de réfugiés.

Michelle Dupouy

### Scandaleuse condamnation d'un militant jeune du NPA à de la prison ferme

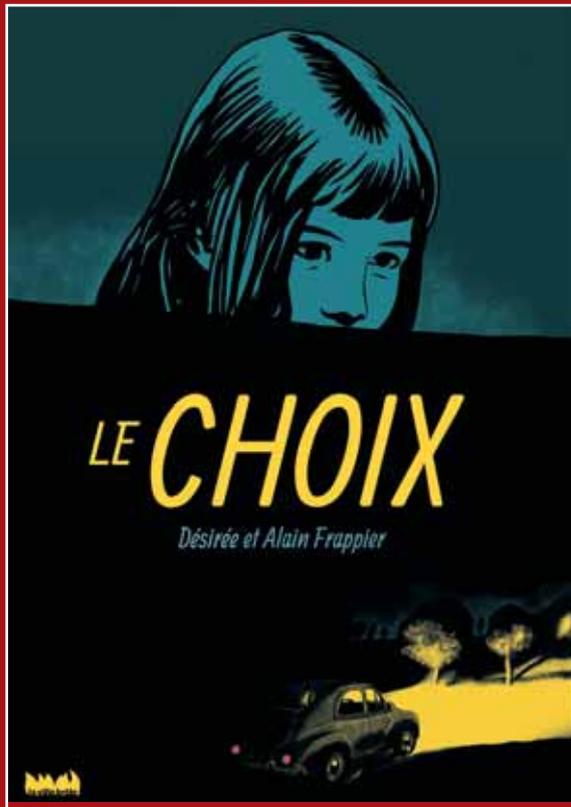
Aujourd'hui a été rendu le verdict du jugement en appel de notre camarade Gaétan, militant du NPA jeunes à Toulouse, condamné à deux mois de prison avec sursis et une amende de 1100 euros en décembre dernier pour avoir participé à une manifestation suite à l'assassinat de Rémi Fraisse. Si ce premier jugement était déjà abusif et illégitime, le verdict du procès en appel est tout simplement scandaleux, puisque Gaétan se voit infliger une peine encore plus lourde, de deux mois de prison ferme, plus quatre mois de sursis et l'amende de 1100 euros. Ceci s'explique en partie par le maintien d'un chef d'accusation qui avait été refusé lors du premier jugement, celui de violences volontaires contre un agent de police, qui est un coup monté de toutes pièces. D'autres manifestants ont eu la confirmation des peines de prison fermes qui avaient été prononcées en décembre. Tout cela a lieu dans le contexte d'une escalade répressive et d'une criminalisation croissante des mouvements sociaux, marquée par l'évacuation de la ZAD de Sivens, le déploiement dorénavant habituel d'un arsenal policier hallucinant lors de manifestations toulousaines, l'expulsion de la CGT de la Bourse du Travail, l'interdiction d'une réunion de la campagne BDS, le tout, bien entendu, dans le cadre du fameux « esprit du 11 janvier ». Le message que veut faire passer le gouvernement est que quiconque oserait défier ses mesures d'exception doit le payer très cher. Le NPA condamne fermement ce jugement et appelle toutes les organisations politiques, syndicales, associatives et des droits de l'Homme à faire de même, à réactiver les cadres de lutte contre la répression pour faire face à cette escalade, et à défendre nos droits démocratiques de manifester et de lutter.

Communiqué du NPA - Montreuil, le 1 avril 2015

## Le choix

BD de Désirée et Alain Frappier

Ed La ville brûle - 2014 -15 euros



Le choix, c'est celui, pour les femmes, de pouvoir disposer librement de leur corps. Une lutte acharnée pour l'émancipation, que racontent les auteurs de cette belle BD, qui lie l'histoire personnelle de l'auteure et de sa mère, la petite histoire comme on dit, à la « grande » histoire, celle des luttes qui ont abouti à la conquête des lois pour le droit à la contraception et à l'avortement dans les années 70... jusqu'à sa récente remise en cause en Espagne en 2014. Ils nous montrent combien ce combat n'est jamais gagné et reste menacé par les nostalgiques d'un patriarcat toujours présent, ravivé par le recul social et la montée des préjugés réactionnaires et sexistes.

Désirée est une petite fille trébuchée de familles d'accueil en foyers, ses parents ne réussissant pas à faire vivre ensemble sous un même toit leur famille composée de quatre enfants. C'est dur pour une enfant, et plus encore lorsqu'adolescente, elle découvre les grossesses non désirées de sa mère, les avortements successifs, ses rêves d'une autre vie. La situation ordinaire de millions de femmes avant la conquête du droit à l'avortement. Leur quotidien se dévoile dans la BD à travers des tranches de vie de femmes brisées, désespérées, traumatisées, mais aussi d'hommes et de couples désemparés.

En foyer, Désirée a la chance de croiser le chemin d'une camarade engagée au MLAC (mouvement pour la liberté de l'avortement et de la contraception) et elle nous fait vivre les grands moments des luttes des femmes : l'acharnement des militantes du MLAC et de Choisir, l'engagement de médecins osant braver la loi, le procès de Bobigny, le manifeste des 343 salopes (selon les

termes de Cabu), les débats houleux et misogynes à l'Assemblée lors du vote de la loi... Elle nous fait aussi partager la richesse des rencontres avec les féministes, femmes et hommes, d'hier et d'aujourd'hui, croisé-es lors de la préparation de la BD. Un bonus rassemble une série de riches documents qui complètent le récit.

A lire et relire, pour ne pas oublier que le combat des femmes pour leur émancipation reste d'une actualité brûlante.

C.H.

